Zeitschrift: Cahiers d'histoire du mouvement ouvrier

Herausgeber: Association pour l'Étude de l'Histoire du Mouvement Ouvrier

Band: 21 (2005)

Artikel: La propagande en guise de lutte armée : les relations entre les POCH et l'OLP de 1973 à 1981

Autor: Scherrer, Lucien

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-520400

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 15.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

La propagande en guise de lutte armée
Les relations entre les POCH et l'OLP de 1973 à 1981

Lucien Scherrer

Le 7 août 1969, le téléphone sonne chez Franz Rueb, un leader de la Junge Sektion du Parti du Travail zurichois (PdT). C'est un journaliste du *Blick* : il paraît que le Fatah entraîne des étudiants révolutionnaires suisses à la guérilla en Jordanie, « est-ce vrai ?[1] Non, répond Rueb, c'était un voyage d'information » de quatre semaines. Le Fatah voulait prendre contact avec des forces révolutionnaires ouest-européennes susceptibles de « faire connaître [...] l'ensemble du problème palestinien ». Et d'ajouter qu'il est impossible de former quelqu'un à la guérilla en quatre semaines, que le Fatah n'a aucun intérêt à recruter des combattants en Suisse, parce « qu'en principe, nous serions incapables de supporter la situation qui prévaut là-bas », enlevant ainsi au journaliste tout espoir de faire la une.

Cette réponse négative ne mit pas fin pour autant aux spéculations sur les contacts internationaux de militants et d'organisations de gauche suisses. D'autant qu'après 1968, de nouveaux groupes marxistes révolutionnaires – dont les POCH (organisations progressistes de Suisse) – avaient vu le jour, qui clamaient haut et fort leur volonté de soutenir de toutes leurs forces les peuples opprimés du tiers-monde. Les relations internationales de la nouvelle gauche n'ont guère fait l'objet de recherches approfondies à ce jour[2]. Nous nous proposons de montrer, en nous appuyant sur l'exemple des POCH, quelles étaient les relations entre une organisation de la nouvelle gauche et un mouvement de libération du tiers-monde comme l'Organisation de libération de la Palestine

1. Archives fédérales, Berne (AFB) E 4320 (C) 1995/392, vol. 193, Dossier 31/416, Conversation sur écoute entre Franz Rueb et un journaliste du *Blick*, 7/8.8.1969. Le député PdT Rueb était considéré comme un « insider » de la scène gauchiste. Il sympathisa avec les POCH après avoir été exclu du PdT en 1969 en même temps que la plupart des membres de la « Junge Sektion ».
2. Pour une liste des contacts internationaux des POCH, voir Roger Blum, « Wandel und Konstanten bei den Progressiven Organisationen (POCH) 1971-1986 », *Schw. Jahrbuch für Politische Wissenschaft* 26 (1986), p. 119-150 et Pompeo Macaluso, *Storia del Partito Socialista Autonomo. Cultura politica, strategie, strutture,* Locarno 1997. Les échanges concrets entre les partenaires ne sont pas décrits.

(OLP). Nous commencerons par examiner les considérations idéologiques et pratiques ayant présidé à l'établissement de relations internationales des POCH avec le tiers-monde en particulier. Ensuite nous nous demanderons quelles étaient les tâches dévolues aux POCH suite à leurs relations avec l'OLP et quels problèmes cela posait. La dernière partie de cet essai sera centrée sur la fonction des liens avec l'OLP dans la conception qu'avaient les POCH de la construction d'un parti national et les avantages qu'elles tiraient de ces liens privilégiés. Notre recherche repose sur des documents internes et des écrits publiés par les POCH déposés aux Archives sociales, à Zurich, des fiches et des rapports de police se trouvant aux Archives fédérales à Berne, ainsi que sur des interviews avec d'anciens militants. La période concernée s'étend de la fondation des POCH, en 1972, jusqu'en 1981.

Une charnière entre Mouvement communiste international et tiers-monde

Les mouvements précurseurs des POCH – Progressive Studentenschaft Basel (PSB, 1968), Progressive Organisationen Basel (POB, 1970) – n'avaient pas été fondés dans le but de faire concurrence au PdT[3]. Bien au contraire : c'était pour éviter que le mouvement bâlois de la jeunesse ne tourne le dos au Mouvement communiste international (MCI) et donc à l'Union soviétique et au PdT, comme cela s'était passé à Zurich, Lausanne et Genève, où des positions critiques face à Moscou d'obédience trotskiste et maoïste s'étaient imposées dès 1969. Les groupes progressistes bâlois n'en étaient pas moins des enfants de 68. Ils reprirent à leur compte les revendications centrales formulées par les mouvements jeunes et contestataires des années soixante : solidarité active avec les mouvements de libération « anti-impérialistes » du tiers-monde et les ouvriers immigrés en Suisse, élaboration d'une politique révolutionnaire. Ces revendications impliquaient une critique du PdT, car, selon les PSB/POB, celui-ci ne donnait satisfaction sur aucun de ces trois points[4]. La décision, prise en 1972, de

3. Les POB sont nées d'une fusion entre les PSB, les « Progressive Mittelschüler » (PM) et les « Progressive Lehrlinge » (P). Les POB soulignaient en 1971 qu'elles voulaient récupérer les jeunes pour réintégrer éventuellement le PdT ultérieurement (AFB E 4320 (C) 1995/390, vol. 195, dossier 31/416, Komm. Jugend/POCH, 1969-88, Polizei-Inspektorat Basel, Spezialdienst, Bericht über Aussprache zwischen POB und PdA am 13.5. und 1.6.71 in Basel, Bâle, 26.7.71). Le point de vue – défendu par Dieter Fahrni, par ex. dans «1968 in Basel: Die Entstehung der Progressiven Organisationen», in: Historische Kommission der Partei der Arbeit der Schweiz (éd.): *Zur Geschichte der kommunistischen Bewegung in der Schweiz. Ausgewählte Beiträge aus dem « Vorwärts » 1968-1980,* Zurich 1981, p. 240-246 –, selon lequel les POCH auraient planifié dès 1970/71 la construction d'une organisation indépendante, me paraît dès lors erroné.

4. Sozialarchiv Zurich (SSA) Ar 66.20.1: POCH Bern, *Was will die POCH ?* Referat der Parteiversammlung der POCH Bern am 30.11.73 im Restaurant Stadtbahnhof Bern.

construire un nouveau parti marxiste-léniniste rattaché au mouvement communiste mondial, les Progressive Organisationen der Schweiz (POCH), constitue le point final d'un débat critique avec le PdT[5]. Ce qu'il faut retenir, c'est que la négligence dont le PdT avait fait preuve envers le tiers-monde fut le motif essentiel, mais pas le seul, de la prise d'autonomie des POCH.

En 1972 les idéologues des POCH – on retiendra notamment les noms de Georges Degen, Thomas Heilmann et Daniel Vischer – rédigeaient un document intitulé *Für eine revolutionäre Generallinie* (ou « Genlinpapier »), qui contient une critique virulente de l'attitude du PdT envers la révolution dans les pays du tiers-monde. Au cœur de cette critique figure la coexistence pacifique prônée par l'Union soviétique, que le PdT soutenait sans réserve. En mettant en avant la confrontation entre États capitalistes et socialistes, Moscou néglige le tiers-monde, dit ce document. Cela expliquait, aux yeux des POCH, pourquoi le PdT ramenait la solidarité avec le tiers-monde à l'état de simple rituel moral n'engageant à rien[6]. Pour imposer une ligne révolutionnaire au sein du MCI, il s'agissait de tourner le dos à la coexistence pacifique au profit d'une intervention massive dans les pays du tiers-monde de la part des États socialistes, par le recours aux armes si nécessaire[7]. Cela dans l'intérêt du MCI car seule la révolution dans les pays du tiers-monde amènerait les travailleurs des États capitalistes à se soulever et contribuerait au triomphe de la ligne révolutionnaire du MCI[8]. Fortement inspirées par les révolutionnaires cubains, ces conclusions avaient aussi une composante maoïste[9]. Le tiers-monde érigé en « épicentre » de la révolution, les États socialistes ramenés à un rôle auxiliaire, voilà qui avait tout de « l'aventurisme guévariste » pour le PdT[10]. Mais les POCH avaient compris les signes du temps, contrairement au PdT : avec Brejnev, il était impossible de gagner la jeunesse, avec Che Guevara en revanche, oui.

5. Contrairement au PdT, les POCH se définissait comme un membre « indépendant » du MCI qui ne devait se soumettre ni aux directives de Moscou ni à celles de Pékin, (SSA Ar 66.20.1).
6. *Positionen*, organe du groupe étudiants des POCH, n° 5, novembre 1975, p. 10.
7. SSA Ar 66.60.1: POCH Bern, document: « Entspannungpolitik und antiimperialistischer Kampf », vers 1973.
8. Daniel Vischer, « Zur Entwicklung der Generalliniendiskussion der POCH I », *Positionen* n° 28, juin 1980, p. 8.
9. Les POCH conservaient une neutralité formelle devant le conflit sino-soviétique. Lors du rapprochement de Cuba avec l'Union soviétique, au début des années 1970, leurs prises de position prirent un caractère nettement pro-soviétique. Voir par ex. SSA Ar 66.70.3: POCH Bern, brochure *Was ist Trotzkismus ?*, Bâle, 11.72, p. 12. On y lit que les communistes qui considéreraient Pékin comme le centre de la révolution mondiale seraient les premiers à « être perdus ».
10. Daniel Vischer, « 10 Jahre nach 68: Versuch einer Bilanz », *Positionen* n° 15/16, mai 1978, p. 25.

À la différence des trotskistes et des maoïstes, les POCH ne faisaient pas rimer refus de la coexistence pacifique avec antisoviétisme. Elles pensaient que l'URSS se détournerait du révisionnisme par le renforcement entre le MCI et le tiers-monde[11]. Leur tâche consistait à créer le plus de lien possible entre les partis membres du MCI et les mouvements de libération du tiers-monde. Il s'agissait, suivant le modèle cubain, d'établir une « charnière » entre les deux. La « lutte contre l'impérialisme sioniste et le fascisme » au Proche-Orient servirait de « pierre de touche » pour séparer l'ivraie révisionniste du bon grain révolutionnaire au sein du MCI[12]. La révolution palestinienne fut érigée en « cas d'école ». L'attitude par rapport à celle-ci allait révéler si les formations de gauche comprenaient ou non la nécessité d'une alliance entre la « classe ouvrière internationale » et une « classe paysanne » du tiers-monde[13]. Contrairement à d'autres organisations de gauche, les POCH se promettaient de concentrer tous leurs efforts sur la seule OLP, car « la dynamique essentielle du développement de la révolution palestinienne [...] part indéniablement de l'OLP ». Comme la plupart des mouvements de libération anti-impérialistes, l'OLP n'était pas en soi anticapitaliste. Mais comme elle luttait contre l'impérialisme, elle devenait forcément l'alliée du MCI, ce qui lui conférait un caractère anticapitaliste. Dès lors, il était du devoir du MCI de soutenir inconditionnellement l'OLP en tant que « seule représentante légitime du peuple palestinien ».

L'établissement de relations internationales joua un rôle déterminant dans l'idée que les POCH se faisaient de la construction du parti. Se concentrer sur les forces négligées par le « PdT à la solde Moscou » allait conférer son « profil politique » à l'organisation, note la direction générale en 1974[14]. Un profil auquel seraient sensibles non seulement les membres déçus du PdT mais aussi les « éléments non fixés » de la nouvelle gauche[15]. En outre, les POCH comptaient sur le soutien de leurs contacts internationaux : selon elles, le réseau du PdT, ses liens avec d'autres partis communistes constituait le « soutien le plus important » de ce parti marginal. Suite à ces considérations, les POCH mirent sur pied un réseau de relations internationales dès 1973 qui ne se concentrait pas au premier chef sur les « partis frères » staliniens, contrairement au PdT, mais sur des

11. Daniel Vischer, *Generalliniendiskussion*, p. 8.
12. SSA Ar 56.10.8: POCH Zürich, Referat an der VV der POCH Zürich, 30.6.73: « Richtlinien der GL der POCH für die nächste Zeit », Zurich, 29.6.73.
13. *Positionen* n°. 3, Mai 1975, p. 6-7.
14. SSA Ar 66.50.2: POCH Bern, POCH-Seminar, 29.4.73, Notizblätter eines unbekannten Teilnehmers, p. 5.
15. SSA Ar 66.50.2: POCH Bern, POCH-assemblée des délégués juin 1974, II. Discours. Schwerpunkte unserer Arbeit (rapport de la direction), p. 18.

« mouvements de libération » tels que le FLN algérien, la SWAPO des peuples du Sud-Ouest africain, le Front Polisario du peuple Sarahoui, et l'OLP, les POCH s'attribuant le rôle autoproclamé de « charnière » entre le MCI et le tiers-monde.

La « mission Beyrouth » et ses conséquences

Il existait des contacts informels avec l'OLP, selon Georges Degen, depuis la création des étudiants progressistes bâlois PSB[16] ; les premiers contacts officiels ne furent pris qu'en avril 1973, une fois les POCH devenues un parti national[17] (raison pour laquelle le nom s'écrira désormais au singulier dans cet essai, *ndt*). Thomas Heilmann, membre du comité directeur – l'équivalent d'un bureau politique – se rendit à Beyrouth pour le compte du Parti[18]. La « mission Beyrouth » avait deux volets, expliqua Heilmann aux sections du POCH à son retour : premièrement, participer à la conférence des comités européens de soutien à la Palestine, organisée par le Fatah, deuxièmement, prendre contact avec l'OLP, ou avec « une de ses organisations » non citée nommément. Lui et le représentant de l'OLP étaient tombés d'accord sur la nécessité de développer des contacts car ils avaient constaté qu'il y avait « identité de vue sur toutes les questions relatives à la révolution palestinienne ». Ils avaient renoncé à rédiger un communiqué de presse, à la demande des représentants du Fatah. Par la suite, la nature de la collaboration serait discutée avec les responsables du Fatah en Suisse, concluait Heilmann dans son rapport.

Ainsi le POCH fut la première grande organisation de gauche suisse à cultiver des contacts officiels avec l'OLP[19]. Jusqu'à cette entrevue, l'OLP ne disposait pas de partenaire important en Suisse. Le PdT était sur la réserve à propos de la question palestinienne. Que l'OLP fut soutenue par les États socialistes n'était un secret pour personne ; mais pour le PdT, le conflit palestinien n'était pas prioritaire, et qui plus est, faisait l'objet de contestations internes[20]. Jusqu'alors, le travail de soutien en Suisse avait été confié à des groupuscules d'extrême gauche, majoritaires dans les comités Palestine suisses mis sur pied dès 1967. À partir de

16. Entretien avec Georges Degen, 22.10.04.
17. Voir Vischer, *Generalliniendiskussion*, p. 9.
18. SSA Ar 66.50.1: POCH Bern, GL, offizieller Bericht an die Sektionen der POCH über die Mission Beirut (non daté, 1973, T. Heilmann).
19. Voir Vischer, *Generalliniendiskussion*, p. 8.
20. Voir Pierre Jeanneret, *Popistes*, Lausanne 2002, p. 154. Le soutien soviétique à l'OLP amena le secrétaire général du PdT, Edgar Woog, qui était juif, à démissionner en 1967. Ce n'est que dans les années 1970 que le PdT commença à s'ouvrir aux mouvements de libération (Cuba, Palestine, et al.). Cela surtout sous l'impulsion (certes modeste) de membres et de cadres jeunes.

1970, l'OLP redoubla d'efforts pour se faire reconnaître comme la «représentante légitime du peuple palestinien » sur le plan international. Elle ouvrait des bureaux d'information dans le monde entier, en Suisse aussi[21]. Elle cherchait des alliés susceptibles de défendre sa cause.

Le POCH accepta volontiers de jouer ce rôle de porte-parole de l'OLP. Ses instances centrales avaient des échanges réguliers avec les représentants de l'OLP à Genève[22]. Il s'agissait surtout de discuter de la solidarité : participation à des comités unitaires, à des manifestations et des collectes, lancement de campagnes de presse à travers ses propres organes. La collaboration dans les comités Palestine reposait sur les points suivants, arrêtés par le comité directeur en 1974 : soutien à la lutte armée, reconnaissance de l'OLP comme seule représentante légitime du peuple palestinien, explication et popularisation des luttes, démonstration du caractère réactionnaire et raciste de l'État d'Israël, dénonciation des régimes arabes réactionnaires et féodaux (la Jordanie surtout), contestation de la propagande sioniste, démasquage du rôle de la Suisse, popularisation des résolutions de l'OLP, information permanente et mise sur pied d'actions de solidarité sur une base large[23]. En bref, il s'agissait de « soutenir la juste cause du peuple palestinien et de la faire connaître au sein de la population suisse », selon les termes d'un représentant de l'OLP à l'assemblée des délégués du POCH en 1975[24]. Le POCH se devait de contrer les « mensonges » de la presse bourgeoise et socialiste « pro-sioniste », pour amener l'opinion publique à modifier son point de vue pro-israélien[25]. Les sections du POCH se mirent à participer à la discussion dans le courrier des lecteurs des journaux de leurs régions respectives[26].

Dans les comités Palestine dominés par des groupuscules, on se méfiait souvent des représentants du POCH. Ces formations leur reprochaient à divers titres d'instrumentaliser les comités au profit de leur propre parti, raison pour laquelle le POCH envisagea de créer ses propres comités de soutien[27]. Ce projet

21. POCH: *Nahost: Kein Frieden ohne Palästinenser. Wurzeln und Perspektiven des Palästinensischen Befreiungskampfes,* par Abdelkader Djeghloul, Zurich 1979, p. 28.
22. Entretien avec Eduard Hafner, 15.7.04.
23. *PochZeitung* n° 15, 10.10.74.
24. POCH: Delegiertenversammlung der POCH ´75, p. 4.
25. Voir à ce sujet les éditions POCH: *Kompromiss oder demokratischer Staat in Palästina? Rede von Nabil Shaat (PLO) vom 14. Juni 1975 in Paris,* Zürich 1975; *Nahost*, op. cit.
26. SSA Ar 66.50.2: POCH Bern, Protokoll der GL-Sitzung vom 20.10.73, 22.10.73.
27. SSA Ar 56.10.8: POCH Zürich, Rechenschaftsbericht über die Aktivität der POZ vom 4.4. bis 31.10.74; SSA Ar 66.50.2: POCH Bern, Bericht über das Palästinakomitee Bern, 6.3.75. Le comité bernois existait depuis 1967; en 1975 il comptait 6 membres, dont 4 sympathisants membres du groupe Schinagu (une formation spontanéiste bernoise). Le POCH n'y avait qu'un seul représentant. En 1976, le comité directeur fait état de difficultés dans tous les comités de Suisse à cause de la situation politique en leur sein (SSA Ar 66.50.2: POCH Bern. Bericht der GL, 19.10.76).

ne se réalisa jamais. Les tensions entre les différents représentants limitaient la marge de manœuvre des comités et isolaient parfois les militants du POCH. Pour ne pas perdre sa capacité d'action, le POCH lança ses propres actions de solidarité, particulièrement durant les phases « brûlantes » du conflit[28]. Malgré ces mesures, le travail de solidarité effectué par le POCH ne satisfaisait plus l'OLP. En 1976, le secrétariat central du POCH se vit dans l'obligation d'infliger un blâme à sa section zurichoise : « Camarades, l'OLP nous a rendus attentifs à plusieurs reprises au fait que notre travail de soutien à la Palestine laisse à désirer, surtout à Zurich. »[29] Du côté de l'OLP, on n'ignore pas que le travail au sein du comité est difficile, mais il s'agit de trouver le moyen de renforcer ce travail. Le POCH aplanit la situation en plaçant ses militants en bonne position dans l'Association Suisse-Palestine (ASP), fondée en 1976[30]. Une partie du travail de solidarité fourni par le POCH s'effectuera désormais par le biais de l'ASP. Ainsi, la crise paraissait s'être apaisée. Lors d'une conférence contre le racisme, à Bâle, en 1978, le comité directeur du parti informe l'OLP sur le travail de solidarité développé en Suisse. On ne sait si le représentant de l'OLP a trouvé quelque chose à redire. Quoi qu'il en soit, les documents du comité directeur ne disent plus rien à ce sujet depuis 1976[31]. Les possibilités de soutien matériel apporté à des mouvements de libération comme l'OLP étaient très limitées : les collectes rapportaient tout au plus 20 000 à 30 000 francs. Ces sommes étaient versées à une institution, raconte Eduard Hafner, « mais ce n'était pas grand-chose »[32]. L'affectation de cet argent était du ressort de l'OLP.

Qu'en était-il de la participation à la lutte armée ? Selon Georges Degen, c'était surtout une préoccupation des groupes allemands[33]. Le POCH ne disposait pas

28. SSA Ar 66.50.2.La décision fut prise dans le contexte de la guerre civile qui avait éclaté au Liban en 1975. L'OLP y participait à la formation paramilitaire de partis d'opposition musulmans et de gauche. En 1976 des troupes syriennes sont intervenues contre l'OLP.

29. SSA Ar 56.20.2: POCH Zürich. Brief des POCH Zentralsekretariats an das Büro der Sektion ZH, Olten, 13.1.76.

30. L'ASP existe toujours et soutient « la lutte que mène le peuple palestinien pour l'exercice de ses droits inaliénables tels qu'ils ont été définis par l'OLP et reconnus par la communauté internationale dans les résolutions pertinentes de l'ONU: le droit au retour des réfugiés dans leur patrie, le droit à l'autodétermination, le droit à un état indépendant avec Jérusalem comme capitale. » Source : <http://www.palaestina.ch/f./stat.htm>

31. SSA Ar 66.50.1: POCH Berne, Protokoll der 2. Sitzung des PV vom 1.7.78. (À partir de 1978, le comité directeur, qui s'est appelé jusque-là Generalleitungsausschuss, prend le nom de Parteivorstand, d'où l'abréviation PV, *ndt*)

32. Entretien avec Eduard Hafner, 15.8.04.

33. Entretien avec Georges Degen, 22.10.04. Des rapports de 1970 signalent que le Sozialistische Deutsche Studentenbund (SDS) aurait livré de faux papiers et des explosifs à l'OLP (AFB E 4320 (C) 1995/390, vol. 194, dossier 31/416, Komm. Jugend/POCH, 1969-88, *Der Bund,* article tiré du n° 281, 1.12.70).

de suffisamment de militants pour participer directement au combat. De plus, les groupes palestiniens n'auraient pas fait confiance aux envoyés du POCH. Malgré toute la fascination de l'organisation pour cette lutte et en dépit de ses appels à envoyer des volontaires dans les zones de conflit, personne n'avait l'idée d'aller en Palestine pour participer à la lutte armée, admet Eduard Hafner, ancien secrétaire central du POCH. « Il aurait fallu être bien naïf. Voir rappliquer un étudiant suisse ne les aurait certainement pas intéressés. »[34] Quand une délégation du POCH se rendait dans une zone de conflits (au Liban en 1981 par exemple), c'étaient pour s'informer ; les représentants de l'OLP expliquaient la situation. À l'ordre du jour, il y avait des visites de camps et des discussions[35]. En 1981, un journaliste du *Blick* aurait obtenu la même réponse au sujet du POCH qu'en 1969 à propos des groupes étudiants : le travail de soutien était de nature politique et journalistique – cela correspondait mieux aux besoins de chacun des partenaires que la participation de jeunes Suisses à la guérilla. Les livraisons d'armes projetées et en partie réalisées par d'autres formations de gauche peuvent être exclues avec une quasi certitude de la part du POCH. D'abord, parce qu'en cas de découverte, pareille action aurait nui à une organisation en quête de respectabilité (et de voix) depuis le milieu des années 1970. Ensuite, parce que la police fédérale ne mentionne aucune activité de ce genre.

L'OLP, organisation faîtière, coordonnait les activités de plusieurs formations d'obédiences différentes[36]. Dans cette « jungle de groupes d'intérêts », comme dit Eduard Hafner, le POCH s'est d'abord centré sur les mouvements marxisants: le Front Populaire de Libération de la Palestine (FPLP) et le Front Démocratique Populaire de Libération de la Palestine (FDPLP). « Au début, nous pensions que le FPLP et le FDPLP étaient nos partenaires dans le conflit palestinien, se souvient Georges Degen. Mais la masse de combattants palestiniens ne recon-

34. Entretien avec Eduard Hafner, 15.7.04.

35. Voir aussi *POCH-Zeitung* n° 9, 5.3.81, p. 2 et n° 12, 26.3.81. Invitée par le Front Démocratique Populaire de Libération de la Palestine (FDPLP), proche de l'OLP, une délégation du POCH participa au 12e anniversaire du FDPLP; elle fut accueillie par leur leader Hawatmeh. Selon la *PZ*, elle eut des entretiens avec diverses organisations de l'OLP et du Front national libanais sur «la situation et le développement». Le FDPLP lui fit visiter divers camps palestiniens dans le Sud du Liban. Eduard Hafner s'est aussi rendu au Liban au début des années 1980. On les avait fait entrer dans ce pays à partir du territoire syrien. Tout cela n'était pas dépourvu d'ennui (« nous devions écouter leur point de vue pendant des heures ») et de danger, ne serait-ce que parce que les groupes palestiniens étaient infiltrés par le service secret israélien. La méfiance était partagée: « Je ne leur faisais pas non plus confiance, ils étaient infiltrés de partout. »

36. L'OLP regroupait le Fatah de tendance nationaliste, dirigé par Yasser Arafat, des groupes à tendance socialiste comme le Front de Libération Arabe (FLA) ainsi que des formations marxistes (FPLP et FDPLP). El Fatah occupait une position dominante au sein de l'OLP (POCH: *Nahost*, p. 20).

naissait pas ces groupes, le seul endroit où ils ont gagné une audience, c'est au sein du mouvement de solidarité »[37]. D'après Daniel Vischer, c'était avec le Fatah que le POCH avait le plus de contacts[38]. Selon les documents du comité directeur, le POCH a aussi cultivé des échanges réguliers avec le FDPLP jusqu'à la fin des années 1970[39]. Vers 1980, le POCH et FDPLP voulaient faire venir en Suisse des enfants palestiniens dans un camp de vacances, mais le FDPLP y a renoncé pour des motifs inconnus. Eduard Hafner suppose que le Fatah a torpillé le projet, mais il ne sait pas non plus pourquoi[40].

Le POCH soutenait l'OLP inconditionnellement, et avec un manque total d'esprit critique, qui transparaît clairement dans ses écrits. L'essentiel, c'était le facteur anti-impérialiste. Les mouvements considérés comme anti-impérialistes n'avaient pas besoin d'être d'accord en tous points avec le POCH pour être soutenus. Cette attitude préservait le POCH de toute propension à l'« eurocentrisme petit-bourgeois » ou à « couper les cheveux en quatre » quand il s'agissait de ses alliés[41]. De plus, ce chèque en blanc garantissait un soutien efficace, ne nécessitant pas de longues discussions internes. « Nous ne voulions dicter à personne ce qu'il devait penser », dit Georges Degen aujourd'hui[42], les Palestiniens étaient quand même les mieux placés pour savoir ce qu'ils devaient faire. Avec cette attitude, le POCH portait en fait aux nues une OLP qui ne tolérait aucune critique. La corruption et surtout l'absence de structures démocratiques auraient à coup sûr pu faire l'objet d'une réflexion. La Ligue marxiste révolutionnaire (LMR), d'obédience trotskiste, par exemple, avait une autre stratégie : elle a parfois collaboré avec l'OLP, mais elle n'a jamais cessé de la critiquer[43]. Au Proche-Orient, le soutien inconditionnel de la LMR allait seulement aux groupuscules

37. Entretien avec Georges Degen, 22.10.04.
38. Entretien avec Daniel Vischer, 24.8.04.
39. En 1976 des représentants des POCH et du FDPLP se sont rencontrés, et en 1978 une délégation des POCH fut invitée au 9e anniversaire du FDPLP (SSA Ar 66.50.1: POCH Berne, Bericht der Gl der POCH an die Mitglieder der POCH-DV für die Zeit vom 15.12.-31.1.76, Olten, 3.2.76; SSA Ar 66.50.2: POCH Berne, Bericht der GL an die DV vom 4.3.78, Olten, 7.3.78).
40. Entretien avec Eduard Hafner, 15.7.04. En 1980, les POCH ont réussi à organiser avec le Front Polisario un camp de vacances pour des enfants sarahouis (SSA Ar 56.25.10: POCH Zurich, Brief der Solidaritätsaktion Schweizeraufenthalt für Sahara-Kinder, Olten, an die Mitglieder und Sympathisanten der POCH, Olten, 20.5.1980).
41. La LMR fut par ex. soupçonnée d'« eurocentrisme petit-bourgeois » pour avoir signalé que certains groupes de l'OLP défendaient un programme nationaliste (*Positionen* n° 3, mai 1975).
42. Entretien avec Georges Degen, 22.10.04
43. Entretien avec Olivier Pavillon (ancien membre du bureau politique de la LMR), 15.10.04. Elle dénonçait surtout les orientations « nationalistes » et « petites-bourgeoises » de certains groupes de l'OLP (le Fatah le premier) ainsi que l'absence de strcutures démocratiques au sein de l'OLP.

trotskistes, politiquement quasi insignifiants. La « pureté de la doctrine » était sauve, mais au détriment d'un travail de soutien efficace.

Le foulard palestinien pour recruter des membres

Nous l'avons dit au début de cet essai, le POCH voulait se profiler politiquement en développant les contacts internationaux. « Nous pensions que nous pourrions exploiter nos relations internationales sur le plan propagandiste », se souvient Daniel Vischer[44]. Mais ces attentes, considérables, ne se sont pas réalisées, le POCH n'a pas trouvé beaucoup de résonance dans la presse. À l'exception des relations avec l'OLP. Cela ressort des documents internes du POCH. Pour expliciter ce phénomène, il faut revenir sur le climat indéniablement pro-israélien qui prévalait en Suisse dans la première moitié des années 1970. La presse rapportait la version israélienne des événements et les représentants du peuple palestinien passaient pour des « terroristes » même dans les milieux de la gauche modérée. Le POCH ne tarda pas à faire les frais de ce climat d'hostilité. En 1973, pendant la guerre d'Octobre, quand il se solidarisa publiquement avec l'OLP, il fut attaqué avec virulence par des socialistes bâlois. Son président Carl Miville traita le POCH d'« organisation de pogrome » appelant à l'anéantissement d'Israël. Georges Degen répliqua sur le même ton en traitant Miville de « morveux », de « sale sioniste », de « raciste » au Grand Conseil bâlois[45]. Les plaintes du POCH contre Miville, qui se terminèrent au Tribunal fédéral, furent toutes rejetées. Alors que le POCH mettait sionisme et impérialisme sur le même plan, la justice défendait le point de vue de Miville, faisant ainsi l'amalgame entre antisionisme et antisémitisme[46]. Les inculpations qui s'ensuivirent amenèrent le comité directeur à mettre les rédacteurs de l'organe du parti, la *POCH-Zeitung,* en garde contre l'emploi d'expressions provocatrices. Des formulations du genre « solution finale de la question palestinienne » devaient être remplacées par d'autres, plus « prudentes »[47]. La défaite juridique n'eut pas de répercussions négatives pour le POCH, au contraire : elle lui fit de la publicité dans la gauche.

Dans ce climat pro-israélien, le foulard palestinien était devenu le symbole de la contestation et de la nouvelle gauche : défendre la cause palestinienne, c'était briser un tabou et faire acte de rébellion. C'était tout bénéfice pour le POCH. La

44. Entretien avec Daniel Vischer, 24.8.04.

45. AFB E 4320 (C) 1995/390, Bd. 206, Dossier 31/587 Komm. Jugend/POCH, 1973-89, Bericht Pol.-Insp. Basel, 28.2.74.

46. Compte tenu du climat indéniablement pro-israélien prévalant en Suisse, on ne s'étonnera pas que le recteur de l'Université de Bâle ait pu interdire l'organisation d'une semaine de solidarité avec la Palestine en 1973.

47. SSA Ar 66.50.1: POCH Bern, Protokoll der GL-Sitzung vom 13.10.73, Zurich, 15.10.73.

prise de contact avec l'OLP avait permis aux militants de faire connaître parmi les « cercles intéressés » les positions internationales du POCH, constatait la rédaction centrale de la *POCH-Zeitung* dans son rapport pour l'assemblée des délégués de 1973[48]. La même année, le comité central exigeait que le soutien de l'OLP devienne le fer de lance de l'activité anti-impérialiste du POCH, car la « lutte contre l'impérialisme et le fascisme sionistes » était devenue un « facteur de politisation »[49]. Des documents confirment l'application des lignes directrices à Zurich. En 1973, le bureau de cette section constate que le travail dans les comités de solidarité avec la Palestine est au centre des activités anti-impérialistes[50].

Comme la lutte du peuple palestinien jouissait d'une grande considération au sein de la gauche, le POCH a gagné de « l'autorité dans le milieu » grâce à ses contacts avec l'OLP, dit Eduard Hafner. Il disposait d'informations qui favorisaient le recrutement de nouveaux membres : celui qui, en Suisse alémanique, s'intéressait à la lutte des Palestiniens ne pouvait passer à côté du POCH, car ce parti puisait son information directement à la source[51]. À la fin des années 1970, le POCH souligne avec fierté que la visibilité et la discussion du problème palestinien au sein de la gauche lui revient. Il revendique le fait d'avoir amené l'opinion publique à une vision plus neutre du conflit palestinien. « Aujourd'hui plus personne ne nous traite de "nazis laqués de rouge", constate Eduard Hafner avec satisfaction en 1979[52].

Les relations avec l'OLP n'étaient pas seulement instrumentalisées à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur du parti. Il faut cependant tenir compte de la centralisation en cours au sein de l'organisation en 1973 ; certaines sections refusèrent les lignes directrices car elles approuvaient la politique de coexistence pacifique suivie par l'Union soviétique[53]. En 1973, quand Thomas Heilmann se rendit à

48. SSA Ar 66.50.2: POCH Bern, Bericht der Zentralredaktion zuhanden der DV, Bâle, 6. 7. 73.
49. SSA Ar 56.10.8: POCH Zürich, Referat an der VV der POCH Zürich vom 30.6.73: Richtlinien der GL der POCH für die nächste Zeit, Zurich, 29.6.73.
50. SSA Ar 56.10.8: POCH Zürich, Thesen des Büros der POZ für das Seminar Maloja vom 9./10. 6. 73, Zurich, 8.6.73; Bericht des Zentral-Ausschusses der POZ, 8.12.73.
51. Le fait que le représentant de l'OLP à Genève ait pris la parole un dimanche matin à 8 heures (!) devant une salle comble à Olten donne la mesure de la popularité de la lutte des Palestiniens, selon Eduard Hafner (entretien du 15.7.04).
52. Urs Haldimann, *Sozialismus in der Schweiz? Pierre Aubert, Werner Carobbio, Eduard Hafner, Helmut Hubacher, ... im Gespräch mit Urs Haldimann*, Bâle 1979, p. 135.
53. L'organisation progressiste saint-galloise POSG fait part de ses doutes au moment de la discussion des lignes directrices en 1972/73; elle se demande si le POCH a le droit de contracter des alliances au sein du MCI en étant hostile à la coexistence pacifique. Le MCI a, dit-elle, pour seule tâche de soutenir financièrment et médicalement les mouvements de libération. Exporter la révolution par la lutte armée n'est pas compatible avec la politique de coexistence pacifique, écrit Anjuska Weil en 1973 aux membres du POCH. Le comité directeur répond promptement que –>

Beyrouth, la position sur la question palestinienne était aussi « passablement contestée sur le plan interne », selon les indications du comité directeur[54]. Celui-ci attribuait un rôle clé à l'homogénéisation de l'opinion interne sur la question palestinienne. Le point de vue du POCH sur cette question cessa effectivement de faire l'objet de discussions après cette phase de centralisation et le retour dans le giron du PdT des adeptes de la coexistence pacifique.

« Une grande famille » cimentée par l'antisionisme et l'anti-impérialisme

Le POCH mesurait l'anti-impérialisme d'un parti ou d'un État à son attitude devant le problème palestinien. La position envers l'OLP était cruciale. Ceux qui soutenaient cette organisation étaient qualifiés d'« anti-impérialistes » et considérés comme des alliés potentiels. C'est sur cette base que le POCH prendra contact avec le FLN algérien vers 1974[55], puis avec l'Irak de Hussein et la Libye de Kadhafi (1978)[56]. Ces États étaient passés maîtres dans l'art de décliner le credo « antisioniste » et « anti-impérialiste », ce qui leur garantissait l'approbation des milieux eurocommunistes et anti-impérialistes ouest-européens. La prise de contact avec ces pays est indéniablement liée au virage programmatique pris par le POCH dans la seconde moitié des années 1970. Favorable à l'eurocommunisme, il s'éloigna peu à peu du MCI en se profilant comme un parti « anti-impérialiste non aligné »[57]. Ce centrage sur les mouvements de libération et les pays non alignés reflète aussi les succès inégaux du POCH sur le plan international: s'il n'avait aucune peine à établir des contacts avec des organisations comme l'OLP, la SWAPO, l'ANC, le FLN algérien et le Front Polisario – des forces politiques négligées par le PdT – il se heurta à la méfiance

cette position favorable à la coexistence pacifique est due à l'inachèvement du « processus de centralisation ». Pour finir, les camarades saint-gallois préfèrent rester au PdT, consacrant ainsi l'échec de la construction du POCH dans ce canton. (SSA Ar 66.60.1: POCH Bern, Brief POSG an die Mitglieder der POCH, 30.6.73).

54. SSA Ar 66.50.1: POCH Bern, Bericht GL z.H. der DV vom 8.7.73.

55. Il est impossible de reconstituer les circonstances de cette prise de contact ou de savoir qui en a pris l'initative. Le premier contact attesté entre le POCH et le FLN remonte à novembre 1974, (SSA Ar 66.50.1: POCH Bern, Bericht GLA z.H. GL, Zurich, 12.11.74. Selon ce rapport, le POCH aurait assisté à la réception annuelle de l'ambassade d'Algérie). Une chose est sûre, le POCH a eu des échanges réguliers avec le FLN dès 1974 lors de réceptions à l'ambassade, de congrès, de festivités (SSA Ar 56.25.10: POCH Zürich, Brief des ZS ans Sekretariat der POZ, Olten, 22.6.78, Einladung von FLN-Delegierten ans « Volksfäscht » in Zürich); SSA Ar 66.20.1: POCH Bern, POBE-Mitgliederinfo, Rückblick auf Parteikongress 1978, Juni 78.

56. SSA Ar 66.50.1: POCH Bern, Protokoll der 2. ordentlichen Sitzung des PV vom 1.7.78; Entretien avec Georges Degen, 22.10.04.

57. SSA Ar 56.25.9: POCH Zürich, Bericht der GL an die DV vom 13./15. Mai (Pfingsten) 1978 in Zürich, p.2. Selon cette nouvelle conception, les États socialistes, l'URSS la première, continuaient à occuper une position clé en tant qu'« arsenal » des forces anti-impérialistes.

des partis regroupés au sein du MCI, sauf en ce qui concerne le PCI et le PCE, tous deux eurocommunistes. Le gros de ces difficultés étaient dues au PdT, qui défendait âprement son réseau au sein du MCI.

Conclusions

Une des raisons majeures de la construction d'un parti communiste autonome réside dans la négligence dont le PdT faisait preuve envers les pays du tiers-monde. Selon les idéologues du POCH, seul le succès de la révolution dans ces pays pouvait inciter les « pays impérialistes » (dont la Suisse) à faire la leur. L'organisation projetait de jouer un rôle charnière entre le MCI et le tiers-monde. Cela impliquait l'établissement de contacts internationaux avec des « mouvements de libération » luttant contre « l'impérialisme ». De manière générale, le POCH comptait sur ses relations internationales pour construire le parti et se démarquer des autres formations. La lutte de libération des Palestiniens occupait une place centrale dans l'idéologie du POCH : le jugement porté sur cette lutte servait de discriminant entre conception révolutionnaire et révisionniste. L'OLP n'était pas anticapitaliste par nature, mais c'était la représentante légitime, anti-impérialiste du peuple palestinien, et pour cela elle méritait un soutien inconditionnel.

La prise de contact avec l'OLP était une priorité, elle intervint en 1973 déjà, peu après la création de l'organisation à l'échelle nationale. L'OLP de son côté, cherchait des alliés internationaux censés appuyer ses objectifs diplomatiques. Pour le POCH, diffuser la propagande de l'OLP dans une Suisse alors largement pro-israélienne (à cet égard, la réponse de Franz Rueb au *Blick* restait d'actualité même après 1969) constituait une tâche centrale. Le POCH s'en acquitta dans ses écrits et ses journaux, mais surtout au sein des comités unitaires et plus tard au sein de l'ASP. Les difficultés rencontrées au sein des comités obligèrent l'organisation à lancer ses propres actions de solidarité. Les membres du POCH n'ont jamais discuté d'une participation à la lutte armée : les Palestiniens n'y voyaient aucun intérêt et les forces du POCH étaient comptées. Les séjours dans les zones de conflit servaient à échanger des informations. Les collectes organisées par le POCH apportaient un soutien modeste à ses alliés palestiniens. Les représentants du POCH rencontraient souvent de la méfiance au sein des comités unitaires, au détriment du travail de solidarité. L'OLP n'hésitait pas à tancer le POCH pour son manque d'engagement. À l'inverse, toute critique de l'OLP était considérée comme un tabou et qualifiée d'« eurocentrisme petit-bourgeois ». Cela garantissait un travail de soutien unitaire sans querelles idéologiques. Le revers de cette attitude pragmatique, c'était l'absence d'esprit critique

face aux leaders et aux groupes rattachés à l'OLP. Le POCH misait surtout sur le Fatah et le FDPLP marxiste.

Les relations avec l'OLP avaient une fonction centrale dans la construction de l'organisation, qui débuta en 1972. Leur utilité pour le jeune parti n'est pas à sous-estimer. C'était une excellente manière de se profiler face aux autres formations de la nouvelle gauche et du PdT. Les informations de première main dont disposait le POCH le rendaient attrayant au sein de la mouvance gauchiste, qui adopta le foulard palestinien pour protester et provoquer la bourgeoisie. Tous ceux qui s'intéressaient à la lutte des Palestiniens étaient attirés par le POCH à cause de sa position privilégiée, à la source d'une information directe. Ces contacts furent utilisés à dessein pour recruter des membres, car beaucoup de jeunes s'étaient politisés à travers la lutte des Palestiniens. Au sein du POCH, la compréhension de la question palestinienne servait de clé pour faire passer la « ligne générale » internationale de l'organisation. Les contacts avec l'OLP permirent au POCH de développer son réseau international. Jusqu'à la fin des années 1970, le POCH a pu établir des relations officielles avec les États qui se faisaient remarquer sur la scène internationale par leur rhétorique « anti-impérialiste » et « antisioniste » : l'Algérie, la Libye et l'Irak.

LUCIEN SCHERRER

Traduit de l'allemand par Ursula Gaillard